

44*. Accordo per l'importazione di oggetti di carattere educativo, scientifico e culturale e relativi annessi adottato a Lake Success, New York, il 22 novembre 1950.

Storia: questo accordo, gli allegati, il protocollo e la riserva che lo integrano sono stati firmati a Lake Success, New York il 22 novembre 1950, sono stati ratificati dall'Italia in base alla legge 9 marzo 1961 n. 345, sono entrati in vigore in Italia il 26 febbraio 1963 (comunicato 11 dicembre 1962), e vi sono ancora in vigore. L'accordo è stato integrato dal protocollo firmato a Nairobi il 26 novembre 1976.

Paesi aderenti: Afghanistan, Australia, Austria, Barbados, Belgio, Bolivia, Bulgaria, Burkina Faso, Cambogia, Camerun, Congo, Costa D'avorio, Cuba, Danimarca, Egitto, El Salvador, Figi, Filippine, Finlandia, Francia, Gabon, Ghana, Germania, Giappone, Giordania, Gran Bretagna, Grecia, Guatemala, Haiti, Irak, Iran, Irlanda, Isole Salomone, Israele, Italia, Jugoslavia, Kenya, Laos, Libia, Liechtenstein, Lussemburgo, Madagascar, Malawi, Malesia, Malta, Marocco, Mauritius, Monaco, Nicaragua, Niger, Nigeria, Norvegia, Nuova Zelanda, Oman, Paesi Bassi, Pakistan, Polonia, Portogallo, Repubblica ceca, Repubblica Slovacca, Romania, Ruanda, Russia, San Marino, Santa Sede, Sierra Leone, Singapore, Siria, Spagna, Sri Lanka, Stati Uniti, Svezia, Svizzera, Tanzania, Thailandia, Tonga, Trinidad e Tobago, Tunisia, Uganda, Ungheria, Venezuela, Vietnam. *Paesi firmatari senza ratifica:* Colombia, Ecuador, Honduras, Perù, Repubblica dominicana, Taiwan, Uruguay.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito UNESCO www.unesco.org/general/eng/legal/index.shtml; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

44.1. Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

PREAMBULE

Les Etats contractants,

Considérant que la libre circulation des idées et des connaissances et, d'une manière générale, la diffusion la plus large des diverses formes d'expression des civilisations sont des conditions impérieuses tant du progrès intellectuel que de la compréhension internationale, et contribuent ainsi au maintien de la paix dans le monde;

Considérant que ces échanges s'effectuent essentiellement par l'intermédiaire de livres, de publications et d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel;

Considérant que l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture préconise la coopération entre nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle et notamment l'échange " de publications, d'œuvre d'art, de matériel de laboratoire et de toute documentation utile " et dispose d'autre part que l'Organisation " favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses ", et qu'elle " recommande à cet effet tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image ";

Reconnaissent qu'un accord international destiné à favoriser la libre circulation des livres, des publications et des objets présentant un caractère éducatif, scientifique ou culturel constituera un moyen efficace de parvenir à ces fins; et

Conviennent à cet effet des dispositions qui suivent:

premier. 1. Les Etats contractants s'engagent à ne pas appliquer de droits de douane et autres impositions à l'importation ou à l'occasion de l'importation:

a) aux livres, publications et documents visés dans l'annexe A au présent Accord;

b) aux objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel visés dans les annexes B, C, D et E au présent Accord; lorsqu'ils répondent aux conditions fixées par ces annexes et sont des produits d'un autre Etat contractant.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article n'empêcheront pas un Etat contractant de percevoir sur les objets importés:

a) des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement, à la condition qu'elles n'excèdent pas celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires;

b) des redevances et impositions autres que les droits de douane, perçues par les autorités gouvernementales ou administratives à l'importation ou à l'occasion de l'importation, à la condition qu'elles soient limitées au coût approximatif des services rendus et qu'elles ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

II. 1. Les Etats contractants s'engagent à accorder les devises et [ou] les licences nécessaires à l'importation des objets ci-après:

a) livres et publications destinés aux bibliothèques et collections d'institutions publiques se consacrant à l'enseignement, la recherche ou la culture;

b) documents officiels, parlementaires et administratifs publiés dans leur pays d'origine;

c) livres et publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

d) livres et publications reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et distribués gratuitement par ses soins ou sous son contrôle sans pouvoir faire l'objet d'une vente;

e) publications destinées à encourager le tourisme en dehors du pays d'importation, envoyées et distribuées gratuitement;

f) objets destinés aux aveugles:

i) livres, publications et documents de toutes sortes, en relief, pour aveugles;

ii) autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles, importés directement par des institutions d'aveugles ou par des organisations de secours aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

2. Les Etats contractants qui appliqueraient des restrictions quantitatives et des mesures de contrôle de change, s'engagent à accorder, dans toute la mesure du possible, les devises et les licences nécessaires pour importer les autres objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, et notamment les objets visés dans les annexes au présent Accord.

III. 1. Les Etats contractants s'engagent à accorder toutes facilités possibles à l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel importés exclusivement pour être exposés lors d'une exposition publique agréée par les autorités compétentes du pays d'importation et destinés à être réexportés ultérieurement. Ces facilités comprendront l'octroi des licences nécessaires et l'exonération des droits de douane ainsi que des taxes et autres impositions intérieures perçues lors de l'importation, à l'exclusion de celles qui correspondraient au coût approximatif des services rendus.

2. Aucune disposition du présent article n'empêchera les autorités du pays d'importation de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les objets en question seront bien réexportés lors de la clôture de l'exposition.

IV. Les Etats contractants s'engagent, dans toute la mesure du possible:

a) à poursuivre leurs efforts communs afin de favoriser par tous les moyens la libre circulation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et d'abolir ou de réduire toutes restrictions à cette libre circulation qui ne sont pas visées par le présent Accord;

b) à simplifier les formalités d'ordre administratif afférentes à l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel;

c) à faciliter le dédouanement rapide, et avec toutes les précautions désirables, des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

V. Aucune disposition du présent Accord ne saurait aliéner le droit des Etats contractants de prendre, en vertu de leurs législations nationales, des mesures destinées à interdire ou à limiter l'importation, ou la circulation après leur importation, de certains objets, lorsque ces mesures sont fondées sur des motifs relevant directement de la sécurité nationale, de la moralité ou de l'ordre public de l'Etat contractant.

VI. Le présent Accord ne saurait porter atteinte ou entraîner des modifications aux lois et règlements d'un Etat contractant, ou aux traités, conventions, accords ou proclamations auxquels un Etat contractant aurait souscrit, en ce qui concerne la protection du droit d'auteur ou de la propriété industrielle, y compris les brevets et les marques de fabrique.

VII. Les Etats contractants s'engagent à recourir aux voies de négociations ou de conciliation pour régler tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, sans préjudice des dispositions conventionnelles antérieures auxquelles ils auraient pu souscrire quant au règlement de conflits qui pourraient survenir entre eux.

VIII. En cas de contestation entre Etats contractants sur le caractère éducatif, scientifique ou culturel d'un objet importé, les parties intéressées pourront, d'un commun accord, demander un avis consultatif au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

IX. 1. Le présent Accord, dont les textes anglais et français font également foi, portera la date de ce jour et sera ouvert à la signature de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de tous les Etats membres des Nations Unies et de tous les Etats non membres auxquels une invitation aura été adressée à cet effet par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le présent Accord sera soumis à la ratification des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

X. Il pourra être adhéré au présent Accord à partir du 22 novembre 1950 par les Etats visés au paragraphe premier de l'article IX. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

XI. Le présent Accord entrera en vigueur à dater du jour où le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu les instruments de ratification ou d'adhésion de dix Etats.

XII. 1. Les Etats parties au présent Accord à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application pratique dans un délai de six mois.

2. Ce délai sera de trois mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion pour tous les Etats qui déposeront leur instrument de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

3. Un mois au plus tard après l'expiration des délais prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Etats contractants au présent Accord transmettront à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour assurer cette mise en application pratique.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture transmettra ce rapport à tous les Etats signataires du présent Accord et à l'Organisation internationale du commerce (provisoirement à sa Commission intérimaire).

XIII. Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord s'étendra à un ou plusieurs des territoires qu'il représente sur le plan international.

XIV. 1. A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, tout Etat contractant pourra, en son propre nom ou au nom de tout territoire qu'il représente sur le plan international, dénoncer cet Accord par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après réception de cet instrument de dénonciation.

XV. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats visés au paragraphe 1 de l'article IX, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation du commerce (provisoirement sa Commission intérimaire) du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion mentionnés aux articles IX et X, de même que les notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles XIII et XIV.

XVI. A la demande d'un tiers des Etats contractants, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture portera à l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence générale de cette organisation la question de la convocation d'une conférence pour la révision du présent Accord.

XVII. Les annexes A, B, C, D et E, ainsi que le protocole annexé au présent Accord, font partie intégrante de cet Accord.

XVIII. 1. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

2. En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord au nom de leurs gouvernements respectifs.

ANNEXES

44.2. ANNEXE A

Livres, publications et documents. - i. Livres imprimés.

ii. Journaux et périodiques.

iii. Livres et documents obtenus par des procédés de polycopie autres que l'impression.

iv. Documents officiels, parlementaires et administratifs publiés dans leur pays d'origine.

v. Affiches de propagande touristique et publications touristiques (brochures, guides, horaires, dépliants et publications similaires) illustrées ou non, y compris celles qui sont éditées par des entreprises privées, invitant le public à effectuer des voyages en dehors du pays d'importation.

vi. Publications invitant à faire des études à l'étranger.

vii. Manuscrits et documents dactylographiés.

viii. Catalogues de livres et de publications mis en vente par une maison d'édition ou par un libraire établis en dehors du pays d'importation.

ix. Catalogues de films, d'enregistrements ou de tout autre matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, édités par ou pour le compte de l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées.

x. Musique manuscrite, imprimée ou reproduite par des procédés de polycopie autres que l'impression.

xi. Cartes géographiques, hydrographiques ou célestes.

xii. Plans et dessins d'architecture, ou de caractère industriel ou technique, et leurs reproductions, destinées à l'étude dans les établissements scientifiques ou d'enseignement agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

(Les exonérations prévues dans la présente annexe A ne s'appliqueront pas aux objets suivants:

a) articles de papeterie;

b) livres, publications et documents (à l'exception des catalogues ainsi que des affiches et des publications touristiques visés ci-dessus), publiés essentiellement à des fins de propagande commerciale par une entreprise commerciale privée ou pour son compte;

c) journaux et périodiques dans lesquels la publicité excède 70% de la surface;

d) tous autres objets (à l'exception des catalogues visés ci-dessus) dans lesquels la publicité excède 25% de la surface. Dans le cas des publications et affiches de propagande touristique, ce pourcentage ne concerne que la publicité commerciale privée.)

44.3. ANNEXE B

Oeuvre d'art et objets de collection de caractère éducatif, scientifique ou culturel. - i. Peintures et dessins, y compris les copies, entièrement exécutés à la main, à l'exclusion des objets manufacturés décorés.

ii. Lithographies, gravures et estampes, signées et numérotées par l'artiste, et obtenues au moyen de pierres lithographiques, planches ou autres surfaces gravées, entièrement exécutées à la main.

iii. Œuvre originales de la sculpture ou de l'art statuaire, en ronde bosse, en relief ou in intaglio, à l'exclusion des reproductions en série et des œuvre artisanales de caractère commercial.

iv. Objets de collections et objets d'art destinés aux musées, galeries et autres établissements publics agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve qu'ils ne puissent être vendus.

v. Collections et objets de collection intéressant les sciences, et notamment l'anatomie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la paléontologie, l'archéologie et l'ethnographie, non destinés à des fins commerciales.

vi. Objets anciens ayant plus de cent années d'âge.

44.4. ANNEXE C

Matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel. - i. Films, films fixes, microfilms et diapositives de caractère éducatif, scientifique ou culturel importés par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, et destinés exclusivement à être utilisés par ces organisations ou par toute autre institution ou association publique ou privée, de caractère éducatif, scientifique ou culturel, également agréée par les autorités susmentionnées.

ii. Films d'actualités (comportant ou non le son) représentant des événements ayant un caractère d'actualité à l'époque de l'importation, et importés, aux fins de reproduction, soit sous forme de négatifs, impressionnés et développés, soit sous forme de positifs, exposés et développés, la franchise pouvant être limitée à deux copies par sujet. Les films d'actualités ne bénéficient de ce régime que s'ils sont importés par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour les recevoir en franchise.

iii. Enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel destinés exclusivement à des institutions (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) ou associations publiques ou privées de caractère éducatif, scientifique ou culturel agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ce matériel en franchise.

iv. Films, films fixes, microfilms et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel produits par l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées.

v. Modèles, maquettes et tableaux muraux destinés exclusivement à la démonstration et à l'enseignement dans des établissements de caractère éducatif, scientifique ou culturel, publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ce matériel en franchise.

44.5. ANNEXE D

Instruments et appareils scientifiques. - Instruments et appareils scientifiques destinés exclusivement à l'enseignement ou à la recherche scientifique pure, sous réserve:

a) que les instruments ou appareils scientifiques en question soient destinés à des établissements scientifiques ou d'enseignement, publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, ces derniers devant être utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

b) que des instruments ou appareils de valeur scientifique équivalente ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

44.6. ANNEXE E

Objets destinés aux aveugles. - i. Livres, publications et documents de toutes sortes en relief pour aveugles.

ii. Autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles, importés directement par des institutions d'aveugles ou par des organisations de secours aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

44.7. Protocole annexe à l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Les Etats contractants,

Considérant l'intérêt qu'il y a à faciliter l'accession des Etats-Unis d'Amérique à l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, sont convenus de ce qui suit:

1. Les Etats-Unis d'Amérique auront la faculté de ratifier le présent Accord, aux termes de l'article IX, ou d'y adhérer, aux termes de l'article X, en y introduisant la réserve dont le texte figure ci-dessous.

2. Au cas où les Etats-Unis d'Amérique deviendraient parties à l'Accord en formulant la réserve prévue au paragraphe 1, les dispositions de ladite réserve pourront être invoquées aussi bien par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de tout Etat contractant au présent Accord que par tout Etat contractant à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, aucune mesure prise en vertu de cette réserve ne devant avoir un caractère discriminatoire.

44.8. Texte de la réserve

a) Si, par l'effet des engagements assumés par un Etat contractant aux termes du présent Accord, les importations dans son territoire d'un quelconque des objets visés dans le présent Accord accusent une augmentation relative telle et s'effectuent dans des conditions telles qu'elles portent ou menacent de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, il sera loisible à cet Etat contractant, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, et dans la mesure et pendant le temps qui pourront être nécessaires pour prévenir ou réparer ce préjudice, de suspendre, en totalité ou en partie, les engagements pris par lui en vertu du présent Accord en ce qui concerne l'objet en question.

b) Avant d'introduire des mesures en application des dispositions du paragraphe a qui précède, l'Etat contractant intéressé en donnera préavis par écrit à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aussi longtemps à l'avance que possible, et fournira, à l'Organisation et aux Etats contractants parties au présent Accord, la possibilité de conférer avec lui au sujet de la mesure envisagée.

c) Dans les cas critiques, lorsqu'un retard entraînerait des dommages qu'il serait difficile de réparer, des mesures provisoires pourront être prises en vertu du paragraphe a du présent Protocole, sans consultations préalables, à condition qu'il y ait consultations immédiatement après l'introduction des mesures en question.

b) Testo inglese.

44.1. Agreement on the importation of educational, scientific and cultural materials.

PREAMBLE

The contracting States,

I. 1. The contracting States undertake not to apply customs duties or other charges on, or in connection with, the importation of:

(a) Books, publications and documents, listed in Annex A to this Agreement;

(b) Educational, scientific and cultural materials, listed in Annexes B, C, D and E to this Agreement;

which are the products of another contracting States, subject to the conditions laid down in those annexes.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not prevent any contracting State from levying on imported materials;

(a) Internal taxes or any other international charges of any kind, imposed at the time of importation or subsequently, not exceeding those applied directly or indirectly to like domestic products;

(b) Fees and charges, other than customs duties, imposed by governmental authorities on, or in connection with, importation, limited in amount to the approximate cost of the services rendered, and representing neither an indirect protection to domestic products nor a taxation of imports for revenue purposes.

II. 1. The contracting States undertake to grant the necessary licences and/or foreign exchange for the importation of the following articles:

(a) Books and publications consigned to public libraries and collections and to the libraries and collections of public, educational, research or cultural institutions;

(b) Official government publications, that is, official, parliamentary and administrative documents published in their country of origin;

(c) Books and publications of the United Nations or any of its Specialized Agencies;

(d) Books and publications received by the United Nations, Educational, Scientific and Cultural Organization and distributed free of charge by it or under its supervision;

(e) Publications intended to promote tourist travel outside the country of importation, sent and distributed free of charge;

(f) Articles for the blind;

(i) Books, publications and documents of all kinds in raised characters for the blind;

(ii) Other articles specially designed for the educational, scientific or cultural advancement of the blind, which are imported directly by institutions or organizations concerned with the welfare of the blind, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles.

2. The contracting States which at any time apply quantitative restrictions and exchange control measures undertake to grant, as far as possible, foreign exchange and licences necessary for the importation of other educational, scientific or cultural materials, and particularly the materials referred to in the annexes to this Agreement.

III. 1. The contracting States undertake to give every possible facility to the importation of educational, scientific or cultural materials, which are imported exclusively for showing at a public exhibition approved by the competent authorities of the importing country and for subsequent re-exportation. These facilities shall include the granting of the necessary licences and exemption from customs duties and internal taxes and charges of all kinds payable on importation, other than fees and charges corresponding to the approximate cost of services rendered.

2. Nothing in this article shall prevent the authorities of an importing country from taking such steps as may be necessary to ensure that the materials in question shall be re-exported at the close of their exhibition.

IV. The contracting States undertake that they will as far as possible:

(a) Continue their common efforts to promote by every means the free circulation of educational, scientific or cultural materials, and abolish or reduce any restrictions to that free circulation which are not referred to in this Agreement;

(b) Simplify the administrative procedure governing the importation of educational, scientific or cultural materials;

(c) Facilitate the expeditious and safe customs clearance of educational, scientific or cultural materials.

V. Nothing in this Agreement shall affect the right of contracting States to take measures, in conformity with their legislation, to prohibit or limit the importation, or the circulation after importation, of articles on grounds relating directly to national security, public order or public morals.

VI. This Agreement shall not modify or affect the laws and regulations of any contracting State or any of its international treaties, conventions, agreements or proclamations, with respect to copyright, trade marks or patents.

VII. Subject to the provisions of any previous conventions to which the contracting States may have subscribed for the settlement of disputes, the contracting States undertake to have recourse to negotiation or conciliation, with a view to settlement of any disputes regarding the interpretation or the application of this Agreement.

VIII. In case of a dispute between contracting States relating to the educational, scientific or cultural character of imported materials, the interested Parties may, by common agreement, refer it to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for an advisory opinion.

IX. 1. This Agreement, of which the English and French texts are equally authentic, shall bear today's date and remain open for signature by all Member States of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, all Member States of the United Nations and any non-member State to which an invitation may have been addressed by the Executive Board of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. The Agreement shall be ratified on behalf of the signatory States in accordance with their respective constitutional procedure.

3. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

X. The States referred to in paragraph 1 of Article IX may accept this Agreement from 22 November 1950. Acceptance shall become effective on the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

XI. This Agreement shall come into force on the date on which the Secretary-General of the United Nations receives instruments of ratification or acceptance from 10 States.

XII. 1. The States Parties to this Agreement on the date of its coming into force shall each take all the necessary measures for its fully effective operation within a period of six months after that date.

2. For States which may deposit their instruments of ratification or acceptance after the date of the Agreement coming into force, these measures shall be taken within a period of three months from the date of deposit.

3. Within one month of the expiration of the periods mentioned in paragraphs 1 and 2 of this article, the contracting States to this Agreement shall submit a report to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization of the measures which they have taken for such fully effective operation.

4. The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall transmit this report to all signatory States to this Agreement and to the International Trade Organization (provisionally, to its Interim Commission).

XIII. Any contracting State may, at the time of signature or the deposit of its instrument of ratification or acceptance, or at any time thereafter, declare by notification addressed to the Secretary-General of the United Nations that this Agreement shall extend to all or any of the territories for the conduct of whose foreign relations that contracting State is responsible.

XIV. 1. Two years after the date of the coming into force of this Agreement, any contracting State may, on its own behalf or on behalf of any of the territories for the conduct of whose foreign relations that contracting State is responsible, denounce this Agreement by an instrument in writing deposited with the Secretary-General of the United Nations.

2. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the instrument of denunciation.

XV. The Secretary-General of the United Nations shall inform the States referred to in paragraph 1 of Article IX, as well as the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, and the International Trade Organization (provisionally, its Interim Commission), of the deposit of all the instruments of

ratification and acceptance provided for in Articles IX and X, as well as of the notifications and denunciations provided for respectively in Articles XIII and XIV.

XVI. At the request of one-third of the contracting States to this Agreement, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall place on the agenda of the next session of the General Conference of that Organization, the question of convoking a meeting for the revision of this Agreement.

XVII. Annexes A, B, C, D and E, as well as the Protocol annexed to this Agreement are hereby made an integral part of this Agreement.

XVIII. 1. In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Agreement shall be registered by the Secretary-General of the United Nations on the date of its coming into force.

2. In faith whereof the undersigned, duly authorized, have signed this Agreement on behalf of their respective governments.

44.2. ANNEX A

Books, publications and documents. - (i) Printed books.

(ii) Newspapers and periodicals.

(iii) Books and documents produced by duplicating processes other than printing.

(iv) Official government publications, that is, official, parliamentary and administrative documents published in their country of origin.

(v) Travel posters and travel literature (pamphlets, guides, timetables, leaflets and similar publications), whether illustrated or not, including those published by private commercial enterprises, whose purpose is to stimulate travel outside the country of importation.

(vi) Publications whose purpose is to stimulate study outside the country of importation.

(vii) Manuscripts, including typescripts.

(viii) Catalogues of books and publications, being books and publications offered for sale by publishers or booksellers established outside the country of importation.

(ix) Catalogues of films, recordings or other visual and auditory material of an educational, scientific or cultural character, being catalogues issued by or on behalf of the United Nations or any of its Specialized Agencies.

(x) Music in manuscript or printed form, or reproduced by duplicating processes other than printing.

(xi) Geographical, hydrographical or astronomical maps and charts.

(xii) Architectural, industrial or engineering plans and designs, and reproductions thereof, intended for study in scientific establishments or educational institutions approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of these types of articles.

(The exemptions provided by Annex A shall not apply to:

(a) Stationery;

(b) Books, publications and documents (except catalogues, travel posters and travel literature, referred to above) published by or for a private commercial enterprise, essentially for advertising purposes;

(c) Newspapers and periodicals in which the advertising matter is in excess of 70 per cent by space;

(d) All other items (except catalogues referred to above) in which the advertising matter is in excess of 25 per cent by space. In the case of travel posters and literature, this percentage shall apply only to private commercial advertising matter.

44.3. ANNEX B

Works of art and collectors' pieces of an educational, scientific or cultural character. - (i) Paintings and drawings, including copies, executed entirely by hand, but excluding manufactured decorated wares.

(ii) Hand-printed impressions, produced from hand-engraved or hand-etched blocks, plates or other material, and signed and numbered by the artist.

(iii) Original works of art of statuary or sculpture, whether in the round, in relief, or in intaglio, excluding mass-produced reproductions and works of conventional craftsmanship of a commercial character.

(iv) Collectors' pieces and objects of art consigned to public galleries, museums and other public institutions, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, not intended for resale.

(v) Collections and collectors' pieces in such scientific fields as anatomy, zoology, botany, mineralogy, palaeontology, archaeology and ethnography, not intended for resale.

(vi) Antiques, being articles in excess of 100 years of age.

44.4. ANNEX C

Visual and auditory materials of an educational, scientific or cultural character. - (i) Films, film strips, microfilms and slides, of an educational, scientific or cultural character, when imported by organizations (including, at the discretion of the importing country, broadcasting organizations), approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of these types of articles, exclusively for exhibition by these organizations or by other public or private educational, scientific or cultural institutions or societies approved by the aforesaid authorities.

(ii) Newsreels (with or without sound track), depicting events of current news value at the time of importation, and imported in either negative form, exposed and developed, or positive form, printed and developed, when imported by organizations (including, at the discretion of the importing country, broadcasting organizations) approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of such films, provided that free entry may be limited to two copies of each subject for copying purposes.

(iii) Sound recordings of an educational, scientific or cultural character for use exclusively in public or private educational, scientific or cultural institutions or societies (including, at the discretion of the importing country, broadcasting organizations) approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of these types of articles.

(iv) Films, film strips, microfilms and sound recordings of an educational, scientific or cultural character produced by the United Nations or any of its Specialized Agencies.

(v) Patterns, models and wall charts for use exclusively for demonstrating and teaching purposes in public or private educational, scientific or cultural institutions approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of these types of articles.

44.5. ANNEX D

Scientific instruments or apparatus. - Scientific instruments or apparatus, intended exclusively for educational purposes or pure scientific research, provided:

(a) That such scientific instruments or apparatus are consigned to public or private scientific or educational institutions approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, and used under the control and responsibility of these institutions;

(b) That instruments or apparatus of equivalent scientific value are not being manufactured in the country of importation.

44.6. ANNEX E

Articles for the blind. - (i) Books, publications and documents of all kinds in raised characters for the blind.

(ii) Other articles specially designed for the educational, scientific or cultural advancement of the blind, which are imported directly by institutions or organizations concerned with the welfare of the blind, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles.

44.7. Protocol annexed to the Agreement on the Importation of Educational, Scientific and Cultural Materials

The contracting States,

In the interest of facilitating the participation of the United States of America in the Agreement on the Importation of Educational, Scientific and Cultural Materials, have agreed to the following:

1. The United States of America shall have the option of ratifying this Agreement, under Article IX, or of accepting it, under Article X, with the inclusion of the reservation hereunder.

2. In the event of the United States of America becoming Party to this Agreement with the reservation provided for in the preceding paragraph 1, the provisions of that reservation may be invoked by the Government of the United States of America with regard to any of the contracting States to this Agreement, or by any contracting State with regard to the United States of America, provided that any measure imposed pursuant to such reservation shall be applied on a non-discriminatory basis.

44.8. Text of the Reservation.

(a) If, as a result of the obligations incurred by a contracting State under this Agreement, any product covered by this Agreement is being imported into the territory of a contracting State in such relatively increased quantities and under such conditions as to cause or threaten serious injury to the domestic industry in that territory producing like or directly competitive products, the contracting State, under the conditions provided for by paragraph 2 above, shall be free, in respect of such product and to the extent and for such time as may be necessary to prevent or remedy such injury to suspend, in whole or in part, any obligation under this Agreement with respect to such product.

(b) Before any contracting State shall take action pursuant to the provisions of paragraph (a) above, it shall give notice in writing to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization as far in advance as may be practicable and shall afford the Organization and the contracting States which are Parties to this Agreement an opportunity to consult with it in respect of the proposed action.

(c) In critical circumstances where delay would cause damage which it would be difficult to repair, action under paragraph (a) above may be taken provisionally without prior consultation, on the condition that consultation be effected immediately after taking such action.